

NEWS

NUCLÉAIRE ET CLIMAT

Sauveur ou victime?

Raymond Klein

L'énergie atomique profite-t-elle vraiment de la menace climatique ? Sa renaissance annoncée se heurte à des difficultés économiques et à des résistances politiques.

Le retour du beau temps ne fera pas que des heureux. Chez EDF, il est attendu avec appréhension. Du moins est-ce l'avis du réseau « Sortir du nucléaire », qui estimait début juin qu'il était « assez probable que la France doive importer de l'électricité pendant une bonne partie de l'été ». Cela serait dû avant tout à « la surconsommation d'électricité développée en France depuis des décennies par les pouvoirs publics et par EDF ». Et en cas de canicule, comme en 2003 et en 2006, certaines centrales ne pourront plus être suffisamment refroidies et seront mises à l'arrêt. Or, les étés chauds risquent de se multiplier à cause du changement climatique, et « Sortir du nucléaire » ironise : « c'est le réchauffement climatique qui s'attaque au nucléaire et non l'inverse comme tentent de le faire croire les publicités d'EDF... »

Les conséquences de la lutte contre le réchauffement climatique sur l'industrie nucléaire se trouvent d'ailleurs au centre du débat sur la nouvelle taxe carbone, ou encore « contribution climat-énergie », envisagée par le gouvernement français. Aux yeux de « Sortir du nucléaire », il convient d'appliquer une telle taxe non seulement aux carburants, mais aussi à l'électricité, même si celle-ci est produite à partir d'énergie nucléaire, donc a priori sans combustion et sans CO₂. En effet, les critiques rappellent que depuis l'extraction de l'uranium jusqu'au démantèlement des installations, l'industrie nucléaire émet une quantité considérable de gaz à effet de serre. De plus, « chaque hiver, la consommation des chauffages électriques est telle qu'elle dépasse largement les capacités du parc nucléaire français » et conduit là encore à importer de l'électricité produite par des centrales au fuel et au charbon.

« Sortir du nucléaire » s'est donc félicité, dans un communiqué du 22 juillet, de la position de Michel Rocard, chargé par le gouvernement de préparer la taxe carbone, qui se prononçait pour une taxation de l'électricité. Pour déchanter une semaine plus tard : Rocard avait en effet déclaré : « (...) les bonnes solutions,

il n'y en a pas. On choisit la moins mauvaise. Et je voudrais bien entendre n'importe quel écolo me dire qu'il préfère le charbon ». « Sortir du nucléaire » de son côté estime qu'« il est irresponsable de minimiser le risque nucléaire », et que le charbon et l'uranium devraient être combattus conjointement. Pour finir par soupçonner Rocard d'un « ralliement à la position pronucléaire de M. Sarkozy, lequel entend exonérer l'électricité de la Contribution climat énergie dans le but évident de soutenir l'industrie nucléaire française qui est en très grande difficulté industrielle et financière ».

Ces difficultés sont en effet indéniables : la demande d'EDF de pouvoir augmenter de 20 pour cent le prix de l'électricité s'expliquerait en effet par la nécessité de renflouer l'entreprise, après l'acquisition coûteuse de « British Energy » et les difficultés du chantier du nouveau réacteur EPR. L'emprunt lancé par EDF à la mi-juin a été la cible d'une campagne de « fausses pubs » concoctées par « Sortir du nucléaire », et affirmant entre autres : « Souscrivez à l'emprunt EDF, devenez producteur de déchets radioactifs, ne vous inquiétez pas (...) ce sont vos enfants qui devront s'occuper des déchets ».

Enfin, les anti-nucléaires signalent que les perspectives d'exportation d'installations nucléaires s'assombrissent. Ils énumèrent les annulations de commande : un réacteur au Japon, cinq en Amérique du Nord, douze en République d'Afrique du Sud. Ainsi, Nicolas Sarkozy n'aurait aucune vente ferme de réacteur à son actif ... « Ha si : M. Sarkozy a "vendu" un EPR : à la France ! Ce réacteur sera construit à Penly (Seine-Maritime), à partir de 2012... si M. Sarkozy est réélu à la Présidence de la République. »

www.sortirdunucleaire.org

SHORT NEWS

Le chômage augmente

Ce mercredi, les ministres socialistes Nicolas Schmit (Travail, Emploi et Immigration) et Jeannot Krecké (Economie et Commerce extérieur) ont commenté les travaux du comité de conjoncture qui a présenté ses dernières analyses sur la situation du marché du travail. Ainsi, au mois de juin 2009, 12.512 personnes résidant au Luxembourg étaient sans emploi, ce qui correspond à une augmentation de 0,2 % par rapport au mois de mai 2009. Mais, la vraie mauvaise nouvelle est que par rapport au mois de juin 2008 le nombre des chômeurs a augmenté de 38,3 %, soit 3.465 personnes de plus. Le taux de chômage de 4,0 % en 2008 se situe maintenant à 5,4 %. Parmi les personnes sans emploi, 6.487 bénéficient de l'indemnité de chômage complet, c'est-à-dire 49,3 % de plus par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne le chômage partiel, 135 entreprises l'ont demandé auprès du comité et 122 demandes ont été avisées favorablement. « Il est évident que la crise économique a un impact direct sur l'emploi » explique Schmit. Le ministre plaide avant tout en faveur d'une politique active d'emploi qui donne la priorité à une meilleure formation professionnelle.

Migration onéreuse

Quelle bonne opération commerciale pour RTL, Cactus et SES Astra - et pour l'économie luxembourgeoise en général. RTL migre vers un nouveau satellite, qui lui offre une bande passante accrue ainsi que la possibilité d'émettre 24 heures sur 24. En migrant avec eux, les consommatrices et consommateurs qui sont aussi heureux propriétaires d'une antenne parabolique pourront bénéficier d'une offre exceptionnelle : les nouvelles têtes d'antennes concoctées par les trois entreprises précitées, qui sont à prix d'ami. Par contre, les téléspectateurs qui ne souhaitent pas participer à cette action, seront privés de RTL-Luxembourg à partir du 1er janvier 2010, date à laquelle la migration sur le nouveau satellite sera chose faite. En clair, si vous ne dépensez pas jusqu'à 40 euros pour votre nouvelle tête LNB que vous pourrez vous procurer exclusivement au Cactus Hobbi - fabriquée par Inverto, une firme établie au Luxembourg - vous pourrez aussi bien cultiver des fleurs dans votre parabole, car elle ne servira plus à capter RTL. En tout cas, les commerciaux ont bien compris - comme les politiciens - qu'il suffisait d'un petit peu sirop de sucre pour faire passer les pilules amères. Surtout que d'après Alain Berwick, chef de RTL-Luxembourg, ce changement n'aurait aucune incidence directe sur les programmes de sa chaîne...

Staatsrat gegen Reform des Pressegesetzes

Als Verschlimmbesserung sieht der Staatsrat die vom Kommunikationsminister eingebrachte Änderung des Pressegesetzes, wonach nur diejenigen Anspruch auf eine Pressekarte haben sollen, die ihr Haupteinkommen durch journalistische Arbeit bestreiten. Als 2004 das Pressegesetz der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte angepasst wurde, und die journalistische Tätigkeit nicht mehr allein den Berufsjournalisten zuerkannt wurde, kam es zu einer Aufweichung der Kriterien bezüglich der Vergabe der Pressekarten durch den Presserat. Ab diesem Datum musste man nur noch einen „substantiellen“ Betrag seines Einkommens durch journalistische Arbeit bestreiten. Das führte zu einer Schwemme an Anträgen von Personen, die neben ihrem eigentlichen Brotberuf auch von Zeit zu Zeit für das eine oder andere Presseorgan journalistisch aktiv wurden. Die Reform der Reform wollte in Anlehnung an das französische Gesetz verlangen, dass AnwärterInnen auf eine Pressekarte „le principal de leurs ressources“ aus dem Journalismus beziehen müssen. Der Presserat wollte die Anerkennung auf „professionelle Journalisten“ beschränken, ohne Nichtprofis zu verbieten, journalistisch aktiv zu sein. Da der Staatsrat sich strikt weigert diesen Weg mitzugehen, weil damit die Kohärenz des Gesetzes von 2004 in Gefahr gerät, muss es wohl zu einer generelleren Überarbeitung des Pressegesetzes kommen.